



259, rue de Créqui
69422 Lyon cedex 03
tél : 04.72.84.78.10
fax : 04.72.84.78.19

e-mail : secretariat@uriopss-ra.asso.fr

<http://www.uriopss-ra.asso.fr>

Rapport de gestion 2003

Assemblée Générale URIOPSS Rhône-Alpes

**Le 9 juin 2004
A l'Hôpital SAINT JEAN DE DIEU (LYON)**

Rapport moral

Il y a deux ans Guy Rousselot et Hubert Allier nous avaient quittés depuis quelques mois et un nouveau directeur, Jean-Pierre Mougeot, venait de prendre son poste. Malgré ses compétences, la succession qu'il avait à assurer a sans doute été trop lourde, tout comme la particularité d'un poste aussi complexe. Cette situation nous a amené à nous séparer et nous souhaitons vivement à Jean-Pierre Mougeot une pleine reconnaissance de ses qualités dans de nouvelles fonctions.

C'est d'un commun accord au sein du Conseil d'Administration de l'Uriopss que nous avons confié ce poste stratégique à Laure Chareyre qui connaît parfaitement l'Uriopss Rhône-Alpes, l'équipe et les adhérents pour y travailler depuis 7 ans comme conseillère technique.

Je lui exprime ici toute ma confiance et mon optimisme devant son dynamisme et sa compétence.

Je tiens aussi à remercier toute l'équipe qui a su maintenir pour l'Uriopss un haut niveau de qualité et de performance pendant toute cette période.

L'année 2003 a été une année de travail important au service des adhérents tant au niveau national, que régional avec une réelle volonté d'améliorer notre soutien départemental.

Au niveau national, je me suis fortement engagé au titre de la Présidence de l'Uriopss, sur deux actions du chantier stratégique de l'Uriopss et qui concernent :

- Une meilleure mutualisation des moyens entre l'Uriopss et les 22 Uriopss ;
- Une meilleure complémentarité avec les Fédérations membres de l'Uriopss.

Cette réflexion est menée au sein de plusieurs commissions de travail auxquelles je participe régulièrement :

- 1- La commission mixte qui approfondit les règles de relation et de complémentarité entre les Uriopss et les Fédérations ;
- 2- La commission mutualisation pour étudier les modalités et capacités de mises en commun des moyens des Uriopss ;
- 3- La commission vie associative qui approfondit nos valeurs communes et les moyens de les défendre au niveau National et Européen.

Tous ces travaux préparent le thème du prochain **congrès de l'Uriopss** qui se tiendra à Marseille les **27, 28 et 29 mars 2005** et auquel nous espérons vous voir nombreux.

Nous organisons pour sa préparation le 19 Novembre prochain à Valence un colloque interrégional avec les Uriopss de Marseille, du Languedoc Roussillon et d'Auvergne, pour réfléchir avec nos adhérents et représentants régionaux des fédérations nationales sur les renforcements concrets de notre collaboration tant sur le plan politique que technique.

Plus proche de nous en Rhône-alpes, l'année a aussi été marquée par une mobilisation active autour de :

- Notre organisation en matière de soutien des adhérents dans leur département avec une nouvelle réflexion sur l'organisation de nos délégations départementales ;
- La mise en route de notre site et de CIRSE (Communication d'Information du Réseau Sanitaire et Social par voie Electronique), outil remarquable constitué et alimenté par l'ensemble du réseau Uriopss-Uriopss pour une information très complète envers nos adhérents ;

- La mise en place d'une commission santé au sein de l'union régionale qui va nous permettre d'être en situation de veille dans ce secteur et en capacité d'interpeller les pouvoirs publics sur les questions de santé et leurs répercussions sur le social et le médico-social.

Ces actions sont essentielles pour développer notre action commune, faire poids politiquement en terme de mouvement, mais nécessitent un investissement fort en terme de temps.

- Par ailleurs la négociation du statut collectif pour le personnel de l'Uriopss dont l'application a été effective sur le 2^{ème} semestre 2003 engage aussi une charge supplémentaire importante mais justifiée.

Ces charges supplémentaires sont couvertes en partie par le développement de l'activité générée par l'équipe elle-même mais cela ne suffit plus et nécessite aussi l'effort que nous vous demandons et qui reste raisonnable sur la cotisation.

Dans un contexte de plus en plus complexe, il est indispensable que notre réseau soit fort pour défendre nos valeurs et être reconnu comme un acteur crédible et incontournable pour l'élaboration de réponses aux besoins des populations les plus fragiles.

C'est en tout cas sur ces principes que je souhaite que nous menions ensemble une action constructive et dynamique.

Le Président

Bruno de la BASTIE

Le rapport financier sur les opérations de l'exercice clos au 31 décembre 2003

UNION REGIONALE INTERFEDERALE DES
ORGANISMES PRIVES SANITAIRES ET SOCIAUX
DE RHONE-ALPES
(U.R.I.O.P.S.S.)
259, rue de Créqui - 69422 LYON CEDEX 03

N° Préfecture du Rhône 04121
N° Siret : 77984723500040

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2003, que nous soumettons à votre approbation, ont été établis le 19 avril 2004, en euros, conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Il a été fait application des dispositions du règlement n°99-01 du CRC, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des Associations et Fondations.

1- Le résultat déficitaire de l'exercice 2003 qui s'élève à - 56 858 € s'explique principalement par la conjugaison de plusieurs éléments

- Faiblesse des financements par subventions sur les études et les actions collectives (la baisse des subventions sur ce type d'actions est significative depuis les trois dernières années : de 107 500 € en 2001 à 45 000 € en 2003)
- Impact des charges relatives aux salaires suite à l'application du statut collectif au 1^{er} juillet 2003 (augmentation des salaires mais aussi des bases de calcul pour les provisions congés à payer).
- Une provision pour risques aux prud'hommes effectuée conformément aux règles de prudence.

Les résultats financiers pour la première fois cette année n'ont pas pu couvrir le résultat déficitaire d'exploitation.

A noter toutefois la forte compensation de l'activité payante toujours en progression (formations + 16 % et prestations payantes individuelles et collectives + 2 %) générée par l'équipe et qui atténue les effets des éléments précités.

2- Evénements significatifs postérieurs à la date de clôture de l'exercice

L'incidence financière du départ du directeur en mars 2004 sera en grande partie compensée par l'absence de remplacement sur le poste de conseil technique budget-tarifification et animation du secteur de l'enfance, pour lequel Laure Chareyre et l'équipe continuent d'assurer les missions jusqu'à la fin août 2004.

3- La perspective du futur

Une action régionale :

- Une action collective renforcée sur le cœur de métier de l'Uriopss (vie associative et gestion des établissements et services) ;
- Et une action ciblée sur l'animation sectorielle et le mouvement, avec un renfort sur les questions d'observation des besoins, projets, schémas en soutien aux délégations départementales et sectorielles.

Un redressement financier basé sur :

- une augmentation raisonnable des cotisations ;
- une réorganisation interne avec un pilotage des actions ;
- et le développement de projets adaptés aux besoins des associations qui permettent de cibler des financements complémentaires par subventions.

COMPTE DE RESULTAT : EVOLUTION SUR TOIS ANS			
	2003	2002	2001
Produits d'exploitation			
Prestations de service- abonnements - stages	316 073	277 709	272 620
Subventions d'exploitation	73 552	85 112	131 535
Cotisations	475 202	467 860	448 211
Reprises sur DAP	14 848	16 153	21 084
Prestations et ventes de produits	279 603	271 414	183 439
Total produits exploitation	1 159 278	1 118 248	1 056 890
Charges d'exploitation			
Achats et charges externes	420 680	396 685	387 885
Impôts et taxes	51 681	50 805	50 616
Salaires et charges sociales	696 847	642 054	601 807
Dotations	36 235	37 889	25 183
Total charges d'exploitation	1 205 443	1 127 433	1 065 491
Résultat d'exploitation	- 46 165	- 9 185	- 8 601
Produits financiers	16 927	13 687	21 648
Charges financières	1 704	2 200	897
Résultat financier	15 223	11 487	20 751
Produits exceptionnels	2 201	18 189	7 310
Charges exceptionnelles	28 118	7 226	400
dont 19 300 € provisions pour litige			
Résultat exceptionnel	- 25 917	10 962	6 910
RESULTAT DE L'EXERCICE	- 56 858	13 264	19 060

BILAN : EVOLUTION SUR TOIS ANS			
ACTIF	2003	2002	2001
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles	1 714	4 916	6 947
Immobilisations corporelles	53 611	58 355	76 935
Immobilisations financières et participations	4 961	4 366	3 064
Total	60 286	67 637	86 946
Actif circulant			
Stocks et en cours	0	0	0
Créances d'exploitations	116 772	127 202	168 412
Disponibilités	508 121	576 261	481 844
Total	624 893	703 463	650 256
Total général de l'ACTIF	685 179	771 100	737 201
PASSIF	2003	2002	2001
Fonds propres			
Fonds associatifs	114 505	114 505	114 505
Réserves	212 242	198 977	164 673
Résultat de l'exercice	- 56 858	13 264	19 060
Total	269 889	326 746	298 338
Provisions pour risques et charges	67 942	42 019	49 013
Emprunts et dettes	347 349	402 335	389 950
Total général du PASSIF	685 179	771 100	737 201

Le Trésorier

M. BADOIL

Le rapport d'activité 2003

I - Le Conseil d'Administration et l'organisation du siège

→ Le Conseil d'Administration et le Bureau de l'URIOPSS Rhône-Alpes

En 2003, il y a eu 4 réunions du Conseil d'Administration et 10 réunions de Bureau

Les thèmes de travail :

- Place du sanitaire dans les activités de l'Uriopss (animation du secteur et création d'une commission)
- Présence de l'Uriopss dans les différentes commissions (CROS - CROSMS, CPCA, CESR ...)
- Cirsse et le site Internet
- Commission sur la présence départementale de l'Uriopss
- La décentralisation
- Réflexion sur l'image de l'Uriopss
- Réflexion sur le statut du personnel
- Réflexion sur les cotisations de l'Uriopss
- Réflexion sur le chantier stratégie de l'Uriopss
- Secteur personne âgée et positionnement de l'Uriopss

Conseil d'Administration de l'U.R.I.O.P.S.S. Rhône-Alpes

M. le Docteur René JACQUESON

Président d'Honneur

M. Guy ROUSSELOT

Président d'Honneur

Membres du bureau de l'U.R.I.O.P.S.S.

M. Bruno de la BASTIE

- *Président de l'URIOPSS*
- *Président de Notre-Dame de Seillon (01)*

M. Guy LABOPIN

- *Secrétaire de l'URIOPSS*
- *Directeur de la S.L.E.A. (Société Lyonnaise de l'Enfance et de l'Adolescence)*

M. Francis CONTIS

- *Vice-Président de l'URIOPSS*
- *Directeur Général de la Mutualité du Rhône*

M. Bernard DOREL

- *Directeur du Comité Commun des Affaires Sanitaires et Sociales*

M. Roger BADOIL

- *Trésorier de l'URIOPSS*
et de plusieurs associations

Catégorie : Représentation départementale

Mme Marie-Antoinette GOUDY

- *Déléguée Départementale de l'Isère*
- *Administrateur de l'A.D.E.S.S.I.*
(Association Départementale d'Education Sanitaire et Sociale de l'Isère)

*Ain - Ardèche - Drôme - Rhône - Savoie -
Haute-Savoie :
postes à pourvoir*

M. Michel BAROUX

- *Représentant départemental de la Loire*
- *Président de l'U.D.A.M.S.S. 42*

Catégorie : Représentation sectorielle

1^{er} collège :

Secteur SOINS/SANTE

M. Christian ANASTASY

- Directeur Général Adjoint de la Mutualité de la Loire

2^{ème} collège :

Secteur HANDICAP

Mme Lucette CORSINI

- Présidente ADIMC (26)

M. Jacques CONVERT

- Directeur APEI (73)

3^{ème} collège :

Secteur PERSONNES AGEES

M. Robert GUILLAUD

- Président de la F.D.A.R.R. (Fédération des Associations de Retraités du Rhône)

Mme Michèle LAYES-CADET

- Responsable Hébergement Personnes Agées à la Mutualité de la Drôme

4^{ème} collège :

Secteur INADAPTES SOCIAUX

Mme Jany GUILLOT

- Vice-Présidente FNARS Rhône-Alpes

M. Marc JARJAT

- Directeur association Escale (26)

5^{ème} collège :

Secteur ENFANCE/FAMILLE

M. Robert DOLDOURIAN

- Président de l'Association ORSAC (69)

M. Gérard BRION

- Directeur association APASE (38)

6^{ème} collège :

Secteur AUTRES SECTEURS

M. René Pierre COMBES

- Président de l'Association Hôtel Social

Poste vacant

Catégories : Personnes qualifiées

M. Roger BADOIL

M. Jean-Pierre CLAVERANNE

- Professeur des Universités
- Directeur de l'IFROSS (Institut Formations et Recherches sur les Organisations Sanitaires et Sociales et leurs réseaux)

M. Francis CONTIS

M. Bernard DOREL

- Directeur du Comité Commun des Affaires Sanitaires et Sociales

M. Michel GUENOT

- Ex Directeur Général du Grand Bazar de Lyon

M. Guy LABOPIN

M. Marc POILVERT

- Vice-Président de l'U.N.A.P.E.I. (Union Nationale des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés)

M. Bruno de la BASTIE

M. Guy ROUSSELOT

- Administrateur de l'ORSAC

Catégorie : Représentation du personnel

M. Thierry VERGNAUD

COORDINATION DES POLITIQUES ASSOCIATIVES SANITAIRES ET SOCIALES

● Politiques Associatives

■ **Laure CHAREYRE** ☎ 04.72.84.78.10

● Politiques d'Actions Sociales

■ **Jean JALLAGUIER** ☎ 04.72.84.78.15

- Personnes Agées
- Personnes Handicapées

■ **François-Pierre BOURSIER** ☎ 04.72.84.78.14

- Insertion

■ **Laure CHAREYRE** ☎ 04.72.84.78.11

- Enfance/Famille

● Politiques de la Santé

■ **Thierry VERGNAUD** ☎ 04.72.84.78.60

Fax : 04.72.84.78.19

E-mail : secretariat@uriopss-ra.asso.fr

Site internet : www.uriopss-ra.asso.fr

● Représentation des Associations

■ **C.E.S.R.** **Bruno de la BASTIE**

■ **C.R.O.S.S. SOCIAL** **Jean JALLAGUIER**
Thierry VERGNAUD

■ **C.R.O.S.S. SANTÉ** **Marc PILLON**

■ **T.I.T.S.S.** **Laure CHAREYRE**

■ **C.P.C.A.** **Bruno de la BASTIE**

■ **C.D.I.** **François-Pierre BOURSIER**

■ **CAP Réseau** **Marc PILLON**

■ **C.R.E.S.S.**

ORGANISATION DE L'U.R.I.O.P.S.S.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Bureau

Président **Bruno de la BASTIE**

Vice-Président **Francis CONTIS**

Secrétaire **Guy LABOPIN**

Trésorier **Roger BADOIL**

DIRECTION ET ADMINISTRATION INTERNE

● Direction ☎ 04.72.84.78.10

■ **Laure CHAREYRE**
l.chareyre@uriopss-ra.asso.fr

● Administration ☎ 04.72.84.78.10

■ **Chantal DUBESSY**
i.mazzone@uriopss-ra.asso.fr

- Comptabilité de l'URIOPSS

■ **Véronique RAY**
v.ray@uriopss-ra.asso.fr

- Gestion des Adhérents
- Secrétariat du Président et du Directeur

■ **Annick CLAUD**
a.claud@uriopss-ra.asso.fr

- Secrétariat des politiques d'Action Sociale, photocomposition

● Délégations Départementales

■ Ain	Poste vacant
■ Ardèche	Comité de Pilotage
■ Drôme	Comité de Pilotage
■ Isère	Mme GOUDY
■ Loire	M. BAROUX
■ Rhône	Poste vacant
■ Savoie	Comité de Pilotage
■ H ^e -Savoie	Comité de Pilotage

CONSEILS ET PRESTATIONS TECHNIQUES

«Du conseil à l'accompagnement personnalisé...»



● Gestion - Financement - Droit Expertise associative

▶ **Laure CHAREYRE** ☎ 04.72.84.78.11
l.chareyre@uriopss-ra.asso.fr

- Budget/Tarification/Missions/Règlement
- Relations avec les autorités
- Contentieux tarifaire

▶ **Marc PILLON** ☎ 04.72.84.78.12
m.pillon@uriopss-ra.asso.fr

- Comptabilité/Fiscalité
- Analyse Financière/Gestion

▶ **Pierre GAUDIER** ☎ 04.72.84.78.13
p.gaudier@uriopss-ra.asso.fr

▶ **Sylvie GERY** ☎ 04.72.84.78.13
s.gery@uriopss-ra.asso.fr

▶ **Géraldine HAGUENAUER** ☎ 04.72.84.78.13
g.haguenaue@uriopss-ra.asso.fr

- Droit Social
- Droit Associatif

● Etude - Adaptation de l'existant

▶ **Jean JALLAGUIER** ☎ 04.72.84.78.15
j.jallaguier@uriopss-ra.asso.fr

● Accompagnement de projets

▶ **Thierry VERGNAUD** ☎ 04.72.84.78.60
t.vergnaud@uriopss-ra.asso.fr

● Formation

▶ **Colette PROT** ☎ 04.72.84.78.16
c.prot@uriopss-ra.asso.fr

- Secrétariat du Service : **Samah HMIDA**

Mail de la formation : formation@uriopss-ra.asso.fr

● Information/Communication/Documentation

▶ **François-Pierre BOURSIER** ☎ 04.72.84.78.14
fp.boursier@uriopss-ra.asso.fr

▶ **Violaine DELAY** ☎ 04.72.84.78.17
v.delay@uriopss-ra.asso.fr

- Documentaliste - Webmaster

II - Les Adhérents :

Tableau récapitulatif

	2002	2003
Nombre total d'adhérents	585 associations 1 025 établissements et services	568 associations et 1 017 établissements et services

Répartition des établissements et services par secteur :

Soins et santé	107	104
Personnes âgées	234	237
Handicap	269	264
Enfance/famille	154	155
Réadaptation sociale et insertion	106	99
Autres secteurs	155	158

Répartition des établissements et services par département :

Ain	71	69
Ardèche	57	56
Drôme	102	99
Isère	148	147
Loire	110	112
Rhône	409	409
Savoie	61	58
Haute-Savoie	67	67

III - Les grands points de l'activité 2003

Appui technique et activités transversales

Service juridique - Pierre Gaudier ; Sylvie Géry ; Géraldine Haguenauer

Isabelle Delaunay a quitté l'URIOPSS en janvier 2003 et a été remplacée en avril par Géraldine Haguenauer.

→ Secteur cotisation : 70% de l'activité

- L'activité consultation

L'année 2003 est caractérisée par un tassement des questions relatives aux « 35 heures ». On doit noter les très nombreuses questions consacrées à la rénovation de la CCN 51 ainsi qu'à l'accord de l'aide à domicile relatif aux classifications et aux rémunérations.

Pour autant, le nombre de consultations global reste très élevé (3900) et en augmentation par rapport à 2002.

On constate une évolution dans la nature des cas soumis vers une plus grande complexité. Il y a de moins en moins de questions « basiques ».

- L'activité réseau

Pierre GAUDIER est membre :

- Du groupe de veille de CIRSSE dans le domaine de la GRH. Le lancement du suivi de la veille a fait l'objet essentiel du travail en 2003.
- De la commission nationale Uniopss concernant le droit social et assure à ce titre un appui technique à l'animateur de cette commission.
- Du groupe de travail « fonctionnement associatif » dans le cadre de la rédaction du guide national d'audit des statuts associatifs.

→ Secteur formation : 20% de l'activité

L'année a été marquée par les nombreuses sessions de formation réactives consacrées à la rénovation de la CCN 51.

→ Secteur prestations payantes : 10% de l'activité

- L'accompagnement individualisé

Dix accompagnements individuels ont été réalisés (rapprochement entre associations, audits de conformité en droit du travail, audit des statuts associatifs).

- L'organisation de journées collectives (voir page 16)

Des sessions collectives d'information ont été organisées :

- la loi Fillon de janvier 2003 ;
- le document unique d'évaluation des risques professionnels avec l'APAVE

Par ailleurs, le chantier « Risques professionnels » a été lancé fin 2003 avec l'APAVE

Enfin, dans le prolongement des accompagnements collectifs réalisés, l'Observatoire de la RTT dans le secteur a démarré fin 2002 et s'est poursuivi en 2003 avec une réunion générale de restitution en juillet 2003 à Lyon (160 participants). Le rapport de cette action ainsi qu'un guide d'évaluation des organisations ont été rédigés (en ligne sur le site de l'URIOPSS Rhône Alpes).

→ **Secteur cotisation : 63% de l'activité**

1 - **Individuel** : Pour 2003, les consultations sont remontées au nombre de 650 pour 33% de l'activité en raison d'une part des changements importants en matière d'autorisation et de tarification, et d'autre part des difficultés de négociation budgétaire et de contentieux.

2 - **Le collectif** dans la cotisation (20% de l'activité) est réparti comme suit :

- La représentation des associations aux TITSS (Tribunal de la tarification),
- Les temps de rencontres avec les autorités,
- L'animation du secteur enfance et famille,
- Les interventions dans les collectifs des autres secteurs (CHRS, Personnes Agées, Handicap),
- Rédaction des rubriques du Trait d'union (intersectoriel, secteur enfance et famille, gestion).

3 - **Le réseau soit 10% de l'activité qui se répartissent pour :**

- Les aspects transversaux de la tarification et contentieux et les commissions de travail avec l'Uniopss,
- Pour le secteur de l'enfance et la petite enfance, les commissions de travail au sein de l'Uniopss.

→ **Secteur Prestations payantes: 24% de l'activité**

1 - **Cette année, ce sont principalement les prestations collectives** qui ont été développées du fait de l'actualité pour une part de 20 % de l'activité :

- Organisation et animation de 10 journées d'étude sur le décret budgétaire dans les différents départements,
- Les interventions pour le réseau (autres Uriopss et Uniopss pour la tarification, contribution à la réalisation du guide du budget, et à l'outil informatisé pour le budget prévisionnel),
- Une participation à la journée sur le droit des usagers en décembre.

2 - **Les interventions en prestations individuelles** se sont limitées à 4% de l'activité pour 3 accompagnements.

→ **Secteur pour la formation : 13% de l'activité**

C'est un nombre stable de journées de formation qui s'est renouvelé cette année.

Service comptabilité / fiscalité / gestion - Marc Pillon

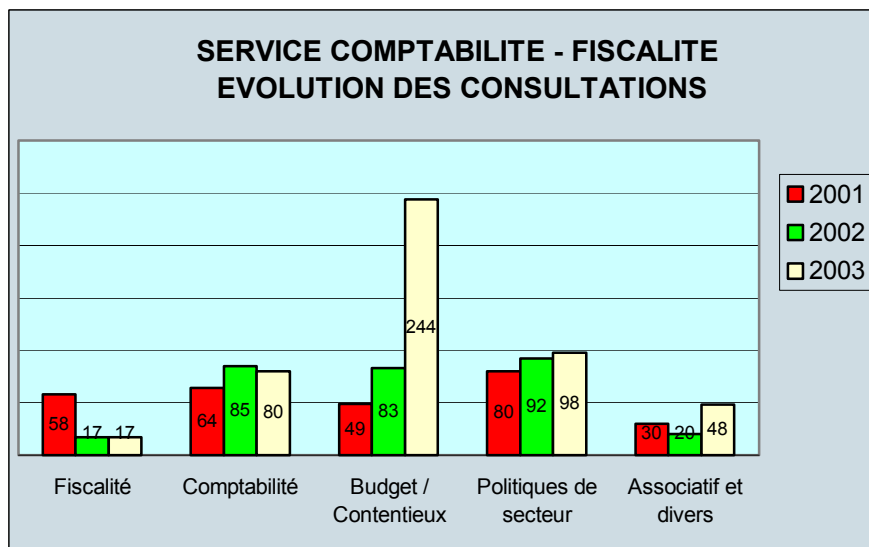
→ **Secteur cotisation : 45% de l'activité**

1- Les consultations individuelles: 30% de l'activité

L'exercice 2003 a été marqué par d'importantes réformes sur le plan réglementaire concernant principalement le budget avec des conséquences directes sur l'activité du service.

La publication du décret budgétaire, comptable et financier du 22 octobre 2003, ainsi que l'arrêté du même jour relatif au cadre budgétaire, et la mise en place au niveau de l'ensemble du réseau URIOPSS/UNIOPSS d'un outil informatique de préparation des budgets ont entraîné une très forte augmentation des consultations : 487 dont 244 sur les seules questions budgétaires au lieu de 297 dont 83 sur le budget l'année précédente.

- Par contre l'activité du service concernant la fiscalité a été particulièrement faible cette année du fait de la pauvreté législative concernant spécifiquement notre secteur.



2 - Le collectif : 10% de l'activité

Ce temps correspond entre autres:

- Aux participations et préparations des instances CROSS (sanitaire) ; CAP réseaux ; Instance régionale SSR (soins de suite et de réadaptation),
- Articles du Trait d'union,
- Commission régionale de santé organisée au sein de l'Uriopss,
- Divers : rencontres avec autorités (ARH...) et partenaires.

3 - Le réseau : 5 % de l'activité

Une activité liée aux commissions gestion à L'Uniopss, et à la veille CIRSSE (base de données informatisée).

La participation aux activités du réseau UNIOPSS/URIOPSS a été relativement moindre cette année. Elle comprend notamment en terme de publication la participation à la rédaction du « Guide du budget » et la rédaction de la partie fiscale du document conjoncturel.

Une part importante du temps a également été consacrée à la préparation du CD Rom sur le budget.

De plus, la contribution au réseau national CIRSSE s'est concrétisée, non seulement comme « expert technique sur la fiscalité » mais également sur le « groupe national de suivi de la veille ».

→ Secteur formation : 30% de l'activité

L'activité de formation est très fortement remontée en fin d'année avec un effet important sur l'année 2004. La parution des décrets tarifaires et comptables marque en effet une très forte demande d'interventions sur la gestion financière et les outils.

→ Secteur prestations payantes : 25% de l'activité

Répartition de cette activité entre les accompagnements individuels et les interventions pour le réseau (CD rom budget, guide du budget, document conjoncturel...)

Le service Etudes s'attache au suivi des activités sectorielles et à l'anticipation de leur évolution. Son activité 2003 confirme une évolution vers la mise en place d'actions régionales construites avec des partenaires et bénéficiant directement sur le terrain aux établissements et services.

1 - Ainsi l'action initiée en 2002 et intitulée « la démarche compétences à travers le conventionnement en EHPAD » a-t-elle permis à douze établissements de bénéficier d'un accompagnement sur le terrain et à l'ensemble du secteur d'une restitution des enseignements de cette action à travers la tenue d'une journée régionale le 22 mai à Saint Symphorien d'Ozon (69).

En 2004, il est prévu d'étudier les modalités d'un renouvellement de cette action et de son extension à l'ensemble du secteur social et médico-social, en lien avec la possibilité laissée aux institutions de conclure des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (loi 2002-2).

LE CPDG et l'URIOPSS ont poursuivi leur action relative à l'accompagnement et aux soins palliatifs en gériatrie, en s'appuyant sur un collectif régional. La réflexion a porté sur la recherche du sens et l'élaboration d'outils au service de la réflexion des acteurs : charte, référentiel de compétences et de formation. Le 23 octobre à Grenoble, une journée régionale a restitué ces travaux tout en faisant le point sur la démarche de soins palliatifs au regard du dispositif législatif et financier déjà 4 ans après la publication de la loi du 9 juin 1999.

Nos accompagnements sur le terrain en faveur de l'adaptation des structures existantes ont continué. Nous avons plus particulièrement suivi cinq projets reflétant des problématiques différentes comme l'intercongrégation, le foyer-logement, la petite unité de vie. Tandis que deux autres maisons de retraite ont pu valoriser leur projet d'adaptation et la conduite de démarche qualité par l'obtention de financements octroyés dans le cadre d'une convention nationale renouvelée en 2003 entre la Fondation Jean Marie Bruneau et le réseau UNIOPSS-URIOPSS. Afin de disséminer les pratiques repérées, nous avons organisé un séminaire régional le 4 novembre à Andrézieux-Bouthéon (42). Les participants ont souhaité que la réflexion soit poursuivie en 2004 sur la problématique de la vie sociale et de l'animation.

2 - Le service a également jeté les bases d'une action à développer en 2004, portant sur la prévention des situations de maltraitance au sein des institutions sociales et médico-sociales. L'objectif est double : produire une réflexion globale et de façon plus opérationnelle élaborer un « guide » à l'usage des professionnels.

Les journées d'études organisées en 2003 par l'ensemble de l'équipe du siège

1- Journées à thème

Date	Lieu	Thème de la journée	Nombre de participants
18 février	Epervière (26)	L'Adaptation de l'existant et ses problématiques actuelles. Projet de vie et programmation architecturale.	88
17 avril (après-midi)	Espace Sarrazin (69)	CC unifiée branche aide à domicile	27
22 mai	Châteauneuf (69)	Action "compétences et conventionnement" - journée régionale de restitution (en partenariat avec Novabilis)	46
17 juin (après-midi)	Bron - Hôpital du Vinatier	Loi du 17 janvier 2003 relative aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi (Loi Fillon)	207
26 juin	Espace Sarrazin (69)	Les Services d'aide et de soins à domicile : quelles évolutions ? quelle qualité ?	88
27 juin (matin)	Lyon St-Jean de Dieu (69)	Observatoire de l'ARTT - journée de restitution (Financement de l'action par la DRTEFP et La DRASS)	180
23 octobre	St-Martin d'Hères (38)	Les soins palliatifs en gériatrie - 4 ans après la loi du 9 juin 1999 : réglementation, démarche, outils	63
04 novembre	Montbrison (42)	Séminaire RA/Auvergne sur la qualité	28
04 décembre	Epervière (26)	Droit des usagers : forum régional des bonnes pratiques - journée URIOPSS/CREAI	106

Sous-Total 1 : 833 personnes

2- Journées et demi-journées à thèmes répétées sur les différents départements :

Les risques professionnels

Date	Lieu	Thème de la journée	Nombre de participants
16 septembre	Lyon	Risques professionnels	50
18 septembre	La Tronche	Risques professionnels	33
26 septembre	Valence	Risques professionnels	44

Sous-Total : 127 personnes

La réforme de la tarification sociale et médico-sociale : le nouveau décret comptable et budgétaire

Date	Lieu	Thème de la journée	Nombre de participants
12 septembre	Châteauvieux (69)	Réforme de la tarification sociale et médico-sociale	36
16 septembre	Seynod (74)	Réforme de la tarification sociale et médico-sociale	37
18 septembre	Lyon 5ème	Réforme de la tarification sociale et médico-sociale	40
19 septembre	Tain l'Hermitage (26)	Réforme de la tarification sociale et médico-sociale	39
23 septembre	Villeurbanne	Réforme de la tarification sociale et médico-sociale	42
25 septembre	Portes les Valence (26)	Réforme de la tarification sociale et médico-sociale	43
2 octobre	Meylan (38)	Réforme de la tarification sociale et médico-sociale	41
3 octobre	St-Etienne (42)	Réforme de la tarification sociale et médico-sociale	41
7 octobre	Villeurbanne (69)	Réforme de la tarification sociale et médico-sociale	47
16 octobre	Villeurbanne (69)	Réforme de la tarification sociale et médico-sociale	42

Sous-Total : 408 personnes

Sous total 2 : 535 personnes

**Soit un total général de 22 journées ou demi-journées organisées en 2003
pour 1 368 participants**

Globalement, le nombre de stages INTER reste stable mais par contre, nous avons été conduit à augmenter les taux de remplissage pour faire face à la demande.

De fait, l'activité reste très dépendante de l'actualité, notamment législative et réglementaire, et près de la moitié des stages ont été programmés en cours d'année.

Les trois quarts des stages (tous types confondus), soit un total de **144 journées de formation**, restent assurés par les conseillers techniques de l'URIOPSS sur chacun de leur domaine de compétences.

Type de formation	Nombre de journées	Nombre de personnes
Stages inter (à l'Uriopss)	70	484
Stages intra (individualisés chez les adhérents)	24,5	204
Prestations de service extérieur (autres partenaires)	27,5	496
Autres actions de formation collective	22	18

Répartition des stages inter en 2003	
Stages prévus au catalogue	16
Stages Réactifs	13
Total	29

**Soit un total général de 144 journées de formation en 2003
pour 1202 participants**

S'agissant de l'année 2004, le service formation de l'URIOPSS s'est donné trois axes de progrès :

- Fournir une meilleure information aux adhérents sur notre offre, notamment à travers le site Internet ;
- Maintenir notre veille réactive sur l'actualité ;
- Engager une réflexion sur la qualité de nos formations, en termes de pédagogie et de supports, en vue d'assurer une meilleure réponse aux besoins.

Service Communication - François Boursier ; Violaine Delay

Dans le cadre de notre action de communication (faire connaître nos points de vue et les actions que nous menons), l'URIOPSS a réalisé le travail suivant:

- La publication de 10 numéros de Trait d'Union soit 204 pages d'informations interrégionales à destination de 11 URIOPSS partenaires en 2003 (Auvergne, Basse-Normandie, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Haute-Normandie, Limousin, Lorraine, Picardie, Poitou-Charentes et Rhône-Alpes). Nous avons négocié l'entrée de l'URIOPSS Pays de Loire pour l'année 2004. Par ailleurs au sein de la revue nous avons réalisé 44 pages d'informations régionales sur l'action que conduit notre Union dans tous les domaines.
- La lettre aux décideurs a été publiée, à destination des Préfets, des DDASS, des Conseils généraux, de la DRASS, du Conseil régional, du Conseil économique et social, des journalistes. Les adhérents reçoivent eux aussi cette lettre d'information. Ce numéro a été consacré entièrement au **Guide de l'ambition associative** qui a fait l'objet d'un investissement important de l'URIOPSS Rhône-Alpes au cours de l'année 2003. **Cet outil a été réalisé pour interroger nos pratiques associatives, comme nous invite à le faire la loi du 2 janvier 2002.**
- Le développement du **club des partenaires** (AG2R, Tesys, la SHAM, SODEXHO, Crédit Coopératif, Crédit Mutuel, Caisse d'Epargne, Alpha Informatique, DEXIA Crédit Local, La Mutualité du Rhône) permet d'assurer sa présence auprès de l'URIOPSS et de nos adhérents. Ses membres interviennent régulièrement dans la revue Trait d'Union et dans nos manifestations à destination de nos adhérents.
- L'organisation de deux conférences de presse pour la journée de rentrée en septembre 2003 et pour l'assemblée Générale de juin 2003. Par ailleurs et à certaines occasions nous avons fait parvenir des communiqués de presse régionaux ou nationaux aux journaux de la région. Dans ce domaine nous avons orchestré systématiquement les campagnes d'information et de communication du réseau Uniopss-Uriopss.

Service Documentation et site Internet - Violaine Delay

- **Les demandes d'information : consultation, recherche documentaire ...**

Le Service documentation a reçu **565 demandes** en 2003 pour un poste investi en avril 2002.

Deux types de demandes se dégagent :

→ Les demandes concernant le site Internet

228 demandes d'adhérents (68 pour des demandes diverses et des demandes d'information ; 80 pour des problèmes techniques ou de navigation ; et 80 pour des mises à jour d'information)

→ Les demandes concernant le Service documentation

337 demandes. Ce sont essentiellement des recherches documentaires. Ces demandes regroupent aussi bien les demandes des adhérents (142 sollicitations), les demandes internes des conseillers techniques ou du réseau UNIOPSS-URIOPSS (169 sollicitations) ainsi que les demandes externes (de professionnels ou d'étudiants) (26 demandes).

- **Le Site Internet et CIRSSE**

Le point essentiel de l'année 2003 a été le **lancement officiel du site Internet** de l'Uriopss en avril 2003. A cette occasion, un courrier nominatif a été adressé à chaque Président et Directeur de structures adhérentes afin de les informer sur l'ouverture du site et de leur communiquer leur code d'accès pour l'espace réservé. Cela a représenté un envoi de 1 383 courriers et donc autant de codes d'accès attribués pour l'espace adhérent.

C'est le Service documentation qui gère le site Internet : mise à jour des informations, gestion des codes d'accès à l'espace adhérent, réponse aux questions des adhérents sur le site et les problèmes qu'ils peuvent rencontrer ...

De plus, dans le cadre de CIRSSE (Communication d'Information du Réseau Sanitaire et Social par voie Electronique) de notre union, l'Uriopss Rhône-Alpes contribue au travail du réseau en **participant à des groupes de travail** nationaux.

Le cœur du projet réside dans la création d'une base d'information commune. Afin de constituer cette base de données et de l'alimenter, des groupes de travail par domaine ont été constitués à partir de septembre 2003. Cinq personnes de l'Uriopss Rhône-Alpes sont membres de ces groupes : Marc Pillon (groupe comptabilité-gestion-finance-fiscalité), Pierre Gaudier (groupe gestion des ressources humaines), Jean Jallaguié (groupe personnes âgées), François Boursier (groupe Europe) et Violaine Delay (groupe politique de santé et loi hospitalière).

La documentaliste, Violaine Delay, participe également aux groupes nationaux des Documentalistes et des Webmasters du réseau. Ces groupes se réunissent 4 fois dans l'année sur 2 jours consécutifs.

- **Le Service documentation**

Le Service gère 88 abonnements à des revues et a acquis 47 documents en 2003 (ouvrage, guide pratique...). En 2003, un fonds documentaire régional a été constitué et mis en valeur afin de développer de l'information en lien avec les attentes des adhérents, les préoccupations actuelles liées notamment à la décentralisation et en corrélation avec les besoins en information du site Internet.

L'activité sectorielle

Cette activité qui relève du financement par la cotisation est assurée par un ou plusieurs conseillers techniques pour chacun des secteurs et permet de développer une position de réseau en lien avec l'Uniopss sur les points marquants des politiques sectorielles.

Le travail sectoriel effectué repose sur:

- **Une organisation nationale** au sein de l'Uniopss de commissions sectorielles (Santé, Handicap, Personnes âgées, Enfance et famille et insertion) dans lesquelles l'Uriopss est représentée soit par ses conseillers techniques, soit par ses administrateurs délégués.
- **Une organisation régionale** de commissions sectorielles qui regroupe les délégués sectoriels Uriopss.
- **Une organisation départementale** animée et relayée par les délégations départementales et sectorielles assurées par des bénévoles (administrateurs d'associations pour les Délégations Départementales Uriopss - et directeurs d'établissements ou de services pour chaque délégation sectorielle)

C'est ce troisième niveau, maillon important de la politique sectorielle, qui reste à soutenir et à aider à partir de la plate forme régionale du siège de l'Uriopss. (voir page 27 orientations 2004)

Le développement qui suit montre le détail par conseiller technique de l'investissement engagé dans l'animation de ces politiques sectorielles.

Secteur Santé - Marc Pillon

Cette activité regroupe :

- la représentation des associations au sein de 3 instances : Le CROSS sanitaire, l'instance régionale de concertation sur les Soins de Suite et de Réadaptation et CAP Réseaux ;
- la diffusion d'informations essentiellement par le biais de Trait d'Union ;
- le soutien au positionnement des adhérents (principalement des établissements SSR) par le biais de consultations et rendez-vous ; cette activité a tendance globalement à augmenter, la principale question des adhérents étant celle de leur positionnement dans le secteur sanitaire.

En interne, l'année 2003 est celle d'un repositionnement plus important de l'URIOPSS sur le secteur de la santé avec le renforcement du pilotage de ce secteur par Thierry Vergnaud et la mise en place d'une commission régionale santé regroupant des administrateurs et des professionnels du secteur.

Secteur Personnes âgées - Jean Jallaguiet

L'année 2003 a mis en lumière combien ce secteur est carencé tant dans le versant domicile que celui relatif à l'hébergement. Certes, la canicule estivale a été une conjoncture révélatrice, mais les structures sociales et médico-sociales n'avaient pas attendu pour souligner les risques d'accompagner les personnes âgées en perte d'autonomie dans un contexte tendu : manque criant de moyens, enjeux de professionnalisation (voir aussi l'action « démarche compétences » dans la rubrique Etudes).

Tout cela se retrouve à travers l'animation et les mouvements conduits tout au long de l'année. Ainsi, la CORALPA (COMmission Rhône-ALpes Personnes Agées) et les CODALPA (Commission départementale) en place ont-elles contribué à la campagne de protestation contre la suppression des crédits d'Assurance Maladie relatifs au financement de la réforme tarifaire des EHPAD, sous la forme de journées départementales les 18 mars et 18 juin. Si l'équipe régionale a pu être physiquement présente sur la moitié des départements (Drôme, Isère, Loire, Rhône), les délégations sectorielles ont permis de couvrir sur Rhône-Alpes la globalité de cette action, par ailleurs caractérisée par l'interfédéralité.

Le 18 février à Valence, 150 participants avaient déjà eu l'occasion d'être réunis afin de réfléchir sur l'avenir de leurs projets d'établissements : accompagnement de la maladie d'alzheimer, problématique des foyers-logements, avenir des établissements congréganistes. L'URIOPSS Rhône-Alpes s'inscrivant également en cours d'année dans une réflexion initiée par l'UNIOPSS sur la pérennisation et le développement de l'offre non lucrative, laquelle devrait déboucher sur la mise en place d'actions en 2004.

A noter que les services de l'URIOPSS ont pu au mois de décembre mettre opportunément en relation l'Association "Hôpital 2000 pour vaincre la douleur en Rhône-Alpes" avec dix établissements associatifs, bénéficiant chacun d'un don de pompe à morphine.

L'activité des services d'aide et de soins à domicile a encore été marquée par de réelles difficultés financières en 2003 guère conformes aux exigences de qualité. A cet égard, la crainte face à la mise en place de la convention collective unifiée de la branche de l'aide à domicile s'est révélée forte, justifiant l'organisation le 17 avril à Lyon d'un séminaire de présentation et d'échanges qui a rencontré un vif succès.

Les autres difficultés propres à ce secteur : recrutement, qualification, professionnalisation, ainsi que la confrontation des acteurs aux évolutions réglementaires : révision en cours de la loi d'orientation, projet de nouveau décret sur les SSIAD... ont conduit à l'organisation d'une journée régionale le 26 juin à Lyon. A cette occasion, la plupart des associations ont découvert la nouvelle intégration des services d'aide à domicile dans le champ de la loi 2002-2 et la régularisation administrative qui en découle.

Le contenu de ces diverses actions de nature collective vient en fait reprendre des demandes et des préoccupations plus individuelles souvent formulées au cours des mois précédents lors de rencontres sur le terrain même ou dans les locaux de l'URIOPSS.

Ce suivi individualisé des adhérents porte encore sur les projets de création, d'extension ou de transformation de leur activité, avec une demande de soutien pour le passage en CROSMs, ou encore sur les prolongements de la loi 2002-2, par exemple relativement à la mise en œuvre des droits des usagers.

Secteur Handicap - Jean Jallaguiet

Placée sous le sceau de l'Année Européenne des Personnes Handicapées, l'année 2003 représente un tournant avec l'engagement de la réforme de la loi d'orientation. Les institutions sociales et médico-sociales ont réfléchi à leur rôle comme moyen de compensation ainsi qu'à l'adaptation des réponses associatives aux besoins et aux attentes des personnes en situation de handicap.

Autant d'enjeux retenant l'attention de la commission régionale handicap qui s'est investie dans la préparation d'une rencontre nationale, organisée par l'UNIOPSS avec la collaboration de notre URIOPSS. Les enjeux prenant davantage d'ampleur au fil des mois avec l'apparition du Plan Solidarité et Vieillesse et du projet de loi sur la perte d'autonomie, ou encore l'accélération du processus de décentralisation. Quelle articulation avec le projet de nouvelle loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ?

C'est finalement dans ce contexte que la Journée d'étude nationale « Personnes en situation de handicap : vivre ensemble tout au long de la vie » s'est tenue les 20 et 21 novembre à Lyon. Le colloque a rencontré un vif succès : accueil, organisation, contenu des débats, implication des acteurs associatifs locaux (interventions, circuits de visite) même si la participation aurait pu être plus importante.

Les membres de la commission régionale Handicap ont retenu un autre point d'attention transversal, intéressant les secteurs Enfance ou Adultes et toutes les formes de handicap : les outils de mise en œuvre des droits des usagers. Leurs travaux se sont inscrits dans la préparation d'un forum régional CREAI/URIOPSS qui s'est tenu le 4 décembre à Valence.

Concernant l'activité liée la cotisation, ce secteur appelle la même observation que celle rappelée dans la rubrique secteur personnes âgées. A noter encore que le secteur handicap appelle souvent les associations locales à s'intégrer aux réflexions menées à l'échelon départemental. Dans ce domaine, le département de la Drôme s'est particulièrement signalé en 2003 à travers la formalisation d'un Collectif Handicap s'engageant par une charte à travailler ensemble pour défendre les intérêts des personnes en situation de handicap. Devenu le partenaire privilégié des autorités de contrôle, le collectif a par exemple fortement contribué à la mise en place des travaux relatifs au schéma départemental.

Secteur Enfance / Famille - Laure Chareyre

Au total c'est 12,5% de l'activité qui ont été consacrés à ce secteur qui recouvre la petite enfance et la protection de l'enfance et de la jeunesse pour :

- La participation aux commissions nationales en matière de petite enfance et protection de l'enfance ;
- L'organisation des commissions régionales (5 par an) ;
- La participation et le soutien à la demande et en fonction des possibilités aux commissions sectorielles départementales ;
- La rubrique Enfance et famille du Trait d'union et la diffusion d'informations.

Un travail important a été réalisé avec l'Uniopss et les Fédérations adhérentes pour la préparation de la conférence de la famille qui se déroule chaque année au printemps.

Un séminaire sur "l'éducation une responsabilité partagée" organisé par l'Uniopss a permis en fin d'année de partager des pistes de travail et des points de vue forts en matière de prévention (petite enfance) et de protection (enfance et adolescence).

Les axes de travail de l'année 2003 sur ce secteur ont porté entre autres sur :

- La préparation de la conférence de la famille 2003 à partir de la commission petite enfance
- Le suivi de la réforme de la prestation de service unique pour les structures de la petite enfance
- Les projets de décrets sur le droit des usagers et leur application dans les établissements et services de la protection de l'enfance.
- Le suivi des réformes et groupes de travail dans le domaine de la protection de l'enfance
- Le projet de loi des libertés locales et expérimentation en matière d'assistance éducative
- Une réflexion lancée par l'Uniopss sur les mineurs étrangers isolés

L'URIOPSS Rhône-Alpes conduit son action dans le secteur de la lutte contre l'exclusion dans le cadre du réseau Alerte et du réseau UNIOPSS/URIOPSS. Elle s'est organisée autour des axes et actions suivantes :

- Animation du réseau Alerte qui regroupe autour de l'URIOPSS : le Secours Catholique, ATD Quart Monde, l'Entraide Protestante, Solidarités nouvelles face au chômage, la MRIE, les Petits frères des Pauvres, un représentant du CESR, Union régionale des Foyers de Jeunes Travailleurs, l'URPACT, l'Union régionale des Centres Sociaux, la Fonda Rhône-Alpes, le Comité régional ADMR, Habitat et Humanisme, Médecins du Monde, l'ACAL. Nous avons eu une réunion tous les deux mois.
- Action d'animation dans le cadre du Collectif du 17 octobre pour l'organisation de la journée mondiale du refus de la misère.
- Travail de réflexion autour du nouveau dispositif RMI-RMA, avec les adhérents de l'URIOPSS et le réseau RMI 69.
- Participation aux travaux de la MRIE (Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion) comme administrateur et membre du Conseil d'orientation.
- Participation aux activités de l'UNIOPSS dans le cadre du GRI (Groupe Réseau Insertion). Dans ce cadre l'URIOPSS a travaillé sur les modes de participation des personnes dans les dispositifs de lutte contre l'exclusion, au niveau européen avec les Anglais et les Italiens (voir Trait d'UNION de mai 2003).
- Action au sein du réseau EAPN (Européen Anti Poverty Network). Nous avons élaboré un document de synthèse de l'ensemble des dispositifs de lutte contre l'exclusion, qui va nous permettre d'impulser un travail d'information auprès des adhérents au cours de l'année 2004.

IV - La représentation des adhérents

Les représentations

NIVEAU	INSTANCES	TITULAIRES	SUPPLEANTS
<u>National</u>	CNOSS (Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale)	Mme BRUNET (Uniopss)	Johann PRIOU (Uniopss)
	CNTSS (Commission Nationale du contentieux de la Tarification Sanitaire et sociale)	Arnaud VINSONNEAU (Uniopss)	Bruno DELAVAL (Uriopss Nord pas de Calais)
	ANAES (Agence Nationale de l'Accréditation et de l'Evaluation en Santé°)	Christian ANASTASY (administrateur Uriopss pour l'Uniopss)	
<u>Commissions Nationales</u>	CNUESPA (Personnes âgées)	Jean JALLAGUIER	
	Comité de suivi de la veille (CIRSSE)	Marc PILLON	
	Droit social	Pierre GAUDIER	
	Protection de l'Enfance	Guy LABOPIN (Secrétaire Uriopss)	Laure CHAREYRE
	Petite Enfance	Laure CHAREYRE	
	Europe	François Pierre BOURSIER	
	Gestion	Laure CHAREYRE- Marc PILLON	
	GRI (Groupe Réseau Insertion)	François Pierre BOURSIER	
	Handicap	Charles BOUR / Carmel ASCIAC (URIOPSS)	
	Santé	Christian ANASTASY (URIOPSS)	
	Fonctionnement associatif	Pierre GAUDIER	
<u>Instance Interrégionale</u>	TITSS de LYON (Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et sociale)	Christian BRULEY (URIOPSS PACAC)	Laure CHAREYRE
<u>Commissions Régionales</u>	CESR (Conseil Economique et Social Régional)	Bruno de la BASTIE	
	CPCA (Conférence Permanente des Coordinations Associatives)	Bruno de la BASTIE	
	CROSS (Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale)		
	Section Sociale	Jean JALLAGUIER	Thierry VERGNAUD
	Section sanitaire	<i>En cours de nomination</i>	Marc PILLON
	CRESS (Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire)	Laure CHAREYRE	
	Schéma Régional de Formation des Travailleurs sociaux	Thierry VERGNAUD	
	Comité de suivi du SROS	<i>En cours de nomination</i>	
	Comité d'orientation du SROS	Francis CONTIS (Vice-Président Uriopss)	
	Cap Réseaux	Marc PILLON	Jean JALLAGUIER

	Comité Régional des Services de Proximité	Jean JALLAGUIER	Mme CATENAT
	Conseil Régional de Santé Mentale	M.VASSALO (Orsac)	
	Collège Rhône-Alpes d'Education pour la Santé	François-Pierre BOURSIER	
	Commission paritaire régionale des centres de santé	Thierry VERGNAUD	
	Instance de concertation régionale des Soins de Suite et de Réadaptation	Thierry VERGNAUD	
	MRIE (Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion)	François-Pierre BOURSIER	
	RAN (Réseau assistance Négociation)	Pierre GAUDIER	

Ce tableau n'est pas exhaustif. L'URIOPSS est amenée à participer à bien d'autres instances, notamment au niveau des départements.

V - Conclusion et orientations pour 2004

L'équipe de l'Uriopss est composée de 14 personnes physiques salariées pour 12,9 ETP.

Si l'activité est au niveau observé dans ce rapport elle le doit bien sûr à l'équipe de conseillers techniques porteurs de ces actions mais aussi et je tiens à les remercier ici, au « service administratif » qui au gré des événements s'attelle, souvent au pied levé, à une organisation complexe qui fonctionne toujours malgré un budget des plus « serrés » !

Merci donc à Véronique Ray, Colette Prot, Annick Claud et Chantal Dubessy ainsi qu'aux bénévoles qui nous aident et contribuent aux envois des courriers (De 1 000 à 2000 à chaque information !).

Le rapport d'activité élaboré depuis 3 ans sous cette forme tente de rendre compte de nos actions et de faire le lien entre le temps passé en terme d'activité et les ressources permettant le financement de cette activité.

L'évaluation de ce rapport temps /ressources est encore à améliorer mais a au moins le mérite de donner des indications sur l'évolution année après année.

Aujourd'hui l'Uriopss a trois grandes sources de financement : les produits de la cotisation / la formation/ les prestations payantes collectives ou individuelles.

Et une tendance qui se confirme : 60 % de l'activité de l'ensemble de l'équipe émerge sur la cotisation alors que celle-ci ne représente plus que 40 % de nos produits d'exploitation.

Nos actions dans le cadre de la cotisation sont :

- transversales et techniques pour aider les associations à une meilleure gestion au sens large (Gestion du projet, évaluation, ressources humaines, financières et matérielles) ; c'est la partie visible de la cotisation en terme d'accès aux services techniques.
- sectorielles et politiques (animation et représentation) pour une prise en compte plus forte du fait associatif et des populations prises en charge. Il s'agit ici de tout le travail de réseau (national, interrégional et régional avec l'organisation des relais au niveau des départements).

Si l'activité technique et transversale est bien visible des adhérents qui peuvent l'utiliser au quotidien, l'animation et la représentation politique et sectorielle manquent encore de lisibilité et suscitent les questions qu'il nous faut prendre en compte dans notre organisation régionale.

Le nombre de salariés au siège et le niveau d'exigence technique nécessaire pour assurer l'ensemble des fonctions au sein de notre Uriopss, ne permettent pas de déployer les personnels sur des commissions de travail départementales, sauf à la demande et pour des situations spécifiques.

Par ailleurs, soyons vigilants à ne pas disperser nos forces dans les instances de proximité alors que l'exigence première et légitime des adhérents est que nous soyons capables de rester en alerte et donc à une certaine distance pour être suffisamment réactifs face à l'évolution des secteurs.

La richesse de l'Uriopss c'est son « inter fédéralisme » qui apporte une plus-value à l'animation de chacun des secteurs mais peut parfois aussi être source d'incompréhension lorsque l'actualité fait émerger un secteur par rapport à un autre.

Or c'est bien l'expérience intersectorielle bénéficiant à la capacité d'expertise qui nous place dans une situation particulière très complémentaire à celle des fédérations sectorielles.

Force est de constater que nous manquons de communication sur ce que nous faisons, comment nous le faisons et comment nous pourrions faire autrement avec les représentants régionaux des différentes fédérations regroupées au sein de l'Uriopss.

Ainsi l'organisation des relais départementaux Uriopss et la complémentarité d'intervention avec les représentants des fédérations, représentent un véritable enjeu pour les années à venir en terme de complémentarité de compétences (et non pas de concurrence), tant les champs d'interventions sont larges et complexes.

Dans l'immédiat, les orientations validées par le bureau et le Conseil d'administration de l'Uriopss ciblent deux objectifs :

- Revenir à l'équilibre financier de l'Uriopss Rhône-Alpes ;
- Répondre aux attentes des adhérents en matière de soutien de proximité sans mettre en défaut la qualité technique des services.

Deux moyens pour atteindre ce double objectif :

- Une réorganisation interne centrée sur une répartition des services transversaux et sectoriels avec un nouveau profil de poste en interface et spécifiquement dédié à l'observation des besoins, les autorisations, les schémas. Ce conseiller technique fera le lien en interne entre les besoins techniques et sectoriels et organisera les appuis départementaux, en lien direct avec la direction sur les aspects politiques et Violaine Delay en matière d'outils informatiques et de communication.
- Des délégations départementales et sectorielles qui nécessitent d'être redéfinies et particulièrement soutenues par ce trinôme du siège pour permettre d'engager un réel travail de proximité. Plusieurs réunions se sont déjà tenues dans chaque département pour relancer ces délégations qui ont toutes débouché sur le besoin de définition des rôles.

Tout cela doit être engagé pour la rentrée prochaine et c'est avec volonté que l'équipe et moi-même portons cet objectif d'amélioration de notre service et de notre communication.

La Directrice
Laure Chareyre